UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Corruption, croissance économique et investissement au Burundi, pp. 235-268,

NKURUNZIZA Désiré

2014-06
UB, Cahiers du CURDES

https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/619

NKURUNZIZA Désiré, Corruption, croissance économique et investissement au Burundi, pp. 235-268, Cahiers du CURDES n° 14, Juin 2014.

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

CORRUPTION, CROISSANCE ECONOMIQUE ET INVESTISSEMENT AU BURUNDI

Université du Burundi, FSEA-CURDES, B.P 1049, Bujumbura-Burundi

NKURUNZIZA Désiré

Résumé

La présente étude analyse les conséquences de la corruption sur l'investissement et la croissance économique au Burundi. Les résultats empiriques indiquent que la corruption affecte la croissance économique directement et par le biais de son impact sur l'investissement. Nous observons que la corruption exerce un effet négatif et significatif sur l'investissement.

En revanche, les résultats confirment que la corruption décourage l'investissement, ce qui laisse à penser qu'elle accroît les coûts pour les entreprises tout en augmentant l'incertitude quant au retour sur investissement attendu. Les résultats corroborent l'idée selon laquelle la corruption freine la croissance et en appellent à des réformes institutionnelles destinées à améliorer la qualité de la gouvernance comme condition préalable à une croissance tirée par l'investissement.

Mots clés : ***Corruption, Croissance et Investissement***

1. Introduction

Ces dernières années, la corruption a fait l'objet de plusieurs études théoriques et empiriques, visant la détection de ses effets néfastes et la mise en place des mécanismes susceptibles de lutter contre ce fléau. Toutefois l'analyse de la corruption relève des plusieurs disciplines : sociologie, droit, économie, sciences politiques, d'où un problème de définition qui s'impose.

La corruption est couramment définie comme l'abus d'une fonction publique en vue d'en retirer un gain personnel. Cependant, il est loin de la réalité de parler d'une définition uniforme de la corruption qui s'applique pour tous les pays et dans toutes les sociétés. En effet, il s'agit d'une relation sociale, c'est-à -dire un acte ou une série d'actes qui s'inscrivent dans la culture de la société en question et par suite elle dépend d'un ensemble de circonstances relatives à l'environnement dans lequel elle apparaît, parce que cet environnement varie d'une société à une autre et d'un pays à un autre. VERNETTI.P (1998) considère que la corruption est u ne forme, parmi d'autres, de la recherche de rente (rent seeking), cette dernière est définie comme étant l'ensemble des activités menées dans l'objectif d'une redistribution de la richesse collective.

La littérature empirique apporte des preuves substantielles de l'impact négatif de la corruption sur l'activité économique, tant au niveau macroéconomique que microéconomique. Au niveau macroéconomique, la corruption a des effets délétères sur le PIB

par habitant et la croissance (Mauro, 1995 ; Ades et Di Tella, 1997 ; Lambsdorff, 2003). Au niveau microéconomique, elle est associée à une baisse de l'efficience dans l'allocation et l'utilisation des facteurs de production (Dal Bó et Rossi, 2007).

La littérature avance plusieurs explications sur les liens entre corruption et croissance. La présente étude se concentre sur un canal particulier par lequel la corruption sape la croissance : l'investissement intérieur. Elle suppose que la corruption décourage l'investissement privé parce qu'elle accroît les coûts de production indirects (la corruption agit comme une « taxe » sur l'investissement) ainsi que l'incertitude quant au retour sur investissement à venir. En outre, la corruption affecte négativement le volume d'investissements publics productifs en détournant ces fonds publics vers des activités improductives.

Dans les travaux, visant l'étude de la relation entre corruption et croissance économique, les effets pervers de ce phénomène incluent une perte de revenus pour l'Etat au profit de l'individu, une augmentation des coûts liés à la conduite des affaires de l'Etat, une mauvaise affectation de crédit public, ce qui réduit le respect généralement dû au gouvernement et l'application de primauté du droit, déclenche le conflit social et l'instabilité politique et l'étouffement de la croissance économique. La corruption étouffe également l'esprit d'initiative et d'entreprise et crée le problème de la contamination des bureaucrates nouveaux et non corrompus. En outre, la corruption déforme le

rôle redistributif et allocatif de l'Etat, d'une part car certains contribuables ou consommateurs de services publics bénéficient d'un traitement de faveur (les programmes de lutte contre la pauvreté sont totalement dénaturés...).

D'autre part, la structure des dépenses publiques est affectée en faveur des programmes facilitant le prélèvement des pots-de-vin, ces projets inadaptés et jamais aboutis, se multiplieront.

Par ailleurs, dans les systèmes où la recherche de rente offre de meilleurs opportunités de gains que le secteur productif, l'allocation des talents connaîtra une inflexion et les membres de l'élite se tourneront vers des activités non productrices déterminant ainsi une réduction du surplus social et de la croissance. La corruption facilite l'évasion fiscale et détériore la qualité des services offerts et biens achetés ou contrôlés par les administrations. Elle accentue aussi les déficits publics car les contrats ne sont pas alloués au moins-disant et la fréquence des avenants renchérit le coût initial des projets.

D'autre part, les innovations seront ralenties par les collusions politico-économiques entre les fonctionnaires et des coteries archaïques. La corruption est plus dommageable que les impôts, car les pots-de-vin sont payés ex-ante alors que le paiement ex-post des impôts permet de déclarer des pertes et de bénéficier de déductions.

Ce schéma joue principalement pour les firmes innovantes qui prennent des risques. Par ailleurs, les firmes innovantes ont plus besoins d'autorisations et de licences que les entreprises déjà établies.

Enfin, la corruption des appareils de coercition (armée, police, justice...) permet aux organisations criminelles de développer leurs activités de prédation du secteur privé, elle autorise même une symbiose entre ces organisations et le monde politique qui favorise les abus de pouvoirs subis par les agents économiques.

Nous avançons également que la corruption exerce aussi un effet négatif sur l'efficience de l'investissement public car les fonctionnaires corrompus accordent la priorité à des projets qui procurent des gains matériels et politiques privés importants, au détriment de projets qui génèrent des bienfaits sociaux importants (impact supérieur sur l'économie). Ces effets d'efficience sont difficiles à tester de manière empirique à l'aide de données agrégées, mais néanmoins critiques pour les liens entre corruption et croissance. Étant donné que ce biais dans l'allocation des fonds publics joue en faveur des grands projets générateurs de rente, la corruption conduit à une augmentation, et non à une diminution, de l'investissement public (bien qu'inefficient).

2. Objectif global de la recherche

Dans cette étude, nous analysons les conséquences de la corruption sur l'investissement public et privé au Burundi afin de comprendre comment la corruption sape la croissance économique. Nous examinons ces effets de façon empirique sur le Burundi sur la période 1980-2012 mais suivant la disponibilité des données.

3. Objectifs spécifiques

L'objectif spécifique de la présente recherche était de chercher les effets de la corruption sur la croissance économique et les investissements au Burundi.

4. Méthodologie de la recherche

Notre recherche a commencée par un survol théorique de la littérature sur le sujet. Ensuite, un examen statistique des variables sous étude été menée. Enfin, un essai de validation empirique en se basant sur une étude économétrique. L'analyse sous-étude est basée sur les analyses de la régression des différentes variables pour atteindre notre objectif.

On a utilisé diverses spécifications afin d'explorer la robustesse des résultats. On a examiné avec un soin particulier les caractéristiques des données en termes de séries temporelles

et tenons compte des éventuels biais d'endogénéité dus à la nature de certaines des variables indépendantes à l'aide de la technique de moindres carrées ordinaires ainsi que la causalité afin d'en tirer la conclusion.

5. Revue de la littérature théorique et empirique sur corruption, investissement et croissance économique

5.1. Littérature théorique sur corruption, investissement et croissance économique

La corruption est souvent considérée comme l'utilisation abusive d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel, que celui-ci soit matériel ou politique. Selon les sociologues, la corruption est un symptôme du dysfonctionnement de la relation entre l'État et les citoyens, qui se traduit par des pots-de-vin, l'extorsion de fonds et le népotisme (Alatas, 1968 : 11). En conséquence, l'opinion publique perd confiance dans la capacité de l'État à gérer l'économie dans l'intérêt des citoyens. Non seulement la corruption bénéficie à ceux qui tiennent les rênes du pouvoir, mais elle leur permet aussi de manipuler les institutions à leur avantage ; en conséquence, la corruption a tendance à s'auto-engendrer.

Ainsi, une fois qu'un système est corrompu, il est fort susceptible de le rester et la situation risque de s'aggraver si des réformes drastiques ne sont pas mises en œuvre pour éradiquer ce phénomène. La littérature a identifié plusieurs moteurs de corruption, qui ne doivent pas être pris pour les causes de la corruption. Ce sont notamment la concentration de pouvoirs, le pouvoir discrétionnaire pour les dépenses publiques, la structure du système fiscal, la faiblesse des salaires dans le secteur public, la tentative de détournement de la dette extérieure fongible et de l'aide au développement, et le manque de transparence des contrats internationaux, en particulier pour l'extraction des ressources naturelles (Ndikumana, 2007).

Dans cette étude, nous mettons l'accent sur le rôle du pouvoir discrétionnaire et de la distorsion dans les dépenses publiques. Comme le soulignent Acemoglu et Verdier (2000), la corruption est en grande partie un sous-produit des interventions de l'État. Elle est rendue possible par le pouvoir discrétionnaire dont bénéficient les décideurs politiques lorsqu'ils déterminent le type, la taille, la composition et la situation géographique des projets et de la prestation de services. Le pouvoir discrétionnaire est généralement plus important pour les dépenses d'investissement que pour les dépenses ordinaires (Mauro, 1998). Par exemple, si les pouvoirs publics peu- vent manipuler les factures et détourner les financements destinés aux projets de construction routière (dépenses d'investissement), il leur est plus

difficile de détourner les traitements des fonctionnaires (dépenses ordinaires). L'analyse qui précède comporte des implications importantes pour les relations entre corruption et investissement public. Elle suggère que la corruption est associée à une hausse des dépenses publiques d'infrastructure car les décideurs cherchent à maximiser leur enrichissement personnel en accordant la préférence aux grands projets d'investissement, aux dépens des dépenses de fonctionnement. Ainsi, un investissement public de grande ampleur n'est pas forcément souhaitable dans un environnement caractérisé par la corruption, car il se traduit par un gaspillage des fonds publics. La littérature soutient largement l'opinion selon laquelle la corruption est néfaste à la croissance (Tanzi, 2002 ; Svensson, 2005 ; Gyimah-Brempong, 2002). Les données empiriques montrent que les pays qui affichent des niveaux de corruption élevés affichent une croissance plus lente. Ce constat est particulièrement pertinent pour les pays en développement en général, et pour les pays africains en particulier, pour deux raisons. Premièrement, les critères de gouvernance sont généralement moins stricts dans les pays en développement que dans les pays industrialisés, et la situation est sur ce plan encore pire dans les pays africains que dans les autres régions du monde en développement (Ndikumana, 2007). Deuxièmement, l'Afrique sub-saharienne a une croissance plus faible que celle des autres régions (Commission économique des Nations Unies

pour l'Afrique, 2008). Ces deux faits saillants suggèrent qu'il est possible que la mauvaise gouvernance en général, et la corruption en particulier, soit l'un des facteurs responsables des mauvaises performances économiques des pays d'Afrique.

Outre qu'elle réduit la croissance, la corruption a également de grandes conséquences sur la distribution des revenus car elle affecte surtout les pauvres. La corruption ralentit en effet la croissance de leur revenu, réduit les dépenses publiques destinées aux pauvres, provoque une congestion des services sociaux et induit une intensité capitalistique dans la production, ce qui diminue l'impact que peuvent avoir l'investissement et la croissance sur l'emploi (Ndikumana, 2007).Une question empirique importante n'est toujours pas résolue : comment la corruption réduit-elle la croissance ? En d'autres termes, quels sont les canaux par lesquels la corruption sape la croissance ? La littérature en identifie un certain nombre qui semblent exercer une incidence empiriquement importante : l'investissement (public et privé), les recettes fiscales, l'accumulation de capital humain et la productivité du travail, ainsi que l'instabilité politique. Ndikumana (2007) propose un débat détaillé sur ces relations et sur leurs conséquences pour la croissance pro-pauvres. Notre étude s'intéresse à la manière dont l'investissement joue sur les relations entre corruption et croissance.

D'après la littérature, la corruption décourage l'investissement (tant l'investissement intérieur que l'investissement direct étranger) en raison des diverses formes de prélèvements (pots-de-vin, bakchichs, etc.) et des coûts de transaction dus à la corruption (retards, distorsions, etc.) qui augmentent l'incertitude quant à la rentabilité des capitaux investis et accroissent le coût de production, ce qui sape in fine la rentabilité (Mauro, 1995 ; Tanzi et Davoodi, 2002a). La corruption agit comme une taxe sur le capital, mais, contrairement aux prélèvements fiscaux officiels, elle est incertaine et imprévisible, et par conséquent difficile à internaliser. Étant donné que la corruption a tendance à se perpétuer, la possibilité de différer les investissements perd de son intérêt. Les investisseurs potentiels auront donc tendance à privilégier les activités à échéance plus courte telles que les échanges commerciaux et la spéculation que l'investissement à long terme. Selon la littérature empirique, les conséquences de la corruption sur l'investissement sont quantitativement importantes.

5.2. Quelques résultats empiriques sur corruption, investissement et croissance économique

Par exemple, selon Pelle- grini et Gerlagh (2004), lorsque l'indice de corruption recule d'un écart-type, l'investissement

privé s'accroît de pas moins de 2,5 points de pourcentage. Il en découle une augmentation de la croissance du PIB d'environ 0,34 point (Mauro, 1995). Selon Mauro (1998), l'essentiel des conséquences de la corruption sur la croissance opèrent via l'investissement privé, qui représente environ un tiers des effets sur la croissance. La corruption nuit également à la croissance parce qu'elle exerce une incidence négative sur la quantité et la qualité de l'investissement public. Elle érode l'efficience des décisions d'investissement public, notamment parce qu'elle induit une préférence pour les grands projets susceptibles d'engendrer des gains privés considérables pour les décideurs. En effet, les données ont tendance à corroborer l'hypothèse d'une corrélation positive entre dépenses publiques et corruption (Ndikumana, 2007). Les données au niveau des entreprises montrent que la corruption est associée à une réduction de l'efficience. Selon Dal Bó et Rossi (2007), les entreprises publiques de distribution d'électricité sont moins efficientes (utilisent davantage de main-d'œuvre pour un même niveau de production) dans les pays présentant un niveau de corruption élevé. Ainsi, la corruption est susceptible d'être associée à des investissements publics plus volumineux mais moins efficients.

En outre, la corruption provoque une distorsion en faveur des projets nouveaux et au détriment des dépenses ordinaires (Mauro 1998 ; Tanzi etDavoodi, 2002b). La préférence pour les projets nouveaux est motivée par la poursuite de gains plus

élevés et également soutenue par la vieille « règle d'or » selon laquelle l'État doit financer les dépenses ordinaires sur les recettes courantes et les dépenses d'investissement par l'emprunt. Cette recherche de Ces études empiriques essayant de vérifier l'incidence économique de la corruption, au moyen de données transnationales fournies par des organisations d'études, sur les risques, semblent en effet indiquer que la corruption nuit beaucoup à l'investissement privé et à la croissance économique.

Comme synonyme de la défaillance institutionnelle, ces études ont montré que la relation entre la corruption d'une part et la transparence, la responsabilité et la primauté de la règle du droit de l'autre part est inverse, c'est-à-dire, à mesure que les mécanismes de responsabilité par exemple deviennent efficaces, la corruption diminue et des progrès sont réalisés.

MAURO. P (1995) a mis en évidence une corrélation négative entre la corruption et le taux d'investissement et entre la corruption et le taux de croissance pour 67 pays durant la période 1960-1985. Pour ce faire, il a regroupé 9 indicateurs: changement politique et institutionnel, stabilité politique et sociale, capacité de l'opposition à prendre le pouvoir, stabilité de travail, relations avec les pays voisins, terrorisme, système judiciaire, bureaucratie et paperasserie et corruption, dans trois indices : l'indice de stabilité politique, qui est la moyenne simple de trois premiers indicateurs, l'indice de l'efficience

bureaucratique, qui est la moyenne simple de trois derniers indicateurs et l'indice de l'efficience institutionnelle, qui est la moyenne simple de ces neuf indicateurs.

L'auteur a trouvé que la corruption est fortement liée négativement au taux d'investissement. La corruption et l'indice de l'efficience bureaucratique sont, en outre, associés négativement et significativement à la croissance moyenne de PIB/tête durant la période 1960-1985, l'étude montre que, si un pays comme l'Egypte améliorait son efficacité administrative et réduisait sa corruption pour la ramener au niveau de celle de l'Argentine (ce qui correspond à une note de 6/10 au lieu de 4/10), son taux d'investissement augmenterait de 3% et son taux de croissance de 0.5%.

Selon MAURO(1996), le résultat n'étant pas différent si l'on régresse la petite ou la grande corruption (respectivement amélioration de l'investissement de 2.6% et de 3.4%). Dans une autre étude, MAURO (1996) montre qu'une amélioration d'un écart type de l'indice de corruption permet une augmentation de 4.2% du taux d'investissement et de 0.6% de PNB par tête. L'auteur montre parallèlement que la corruption modifie la composition des dépenses publiques et qu'en particulier les pouvoirs publics corrompus consacrent moins de dépenses à l'éducation, voir à la santé, et probablement davantage à l'investissement public dans la mesure où la corruption affecte

la structure de ces dépenses en faveur des programmes facilitant le prélèvement de pots-de-vin (par exemple dans les grandes transactions internationales, l'achat de matériel de haute technologie « sur mesure » est privilégiée car l'absence des prix de marché limite les contrôles comparatifs).

L'analyse montre, en outre, que c'est surtout par l'intermédiaire de l'investissement privé que la corruption réduit la croissance, c'est-à-dire, que la part la plus considérable des effets de la corruption sur la croissance se transmet à travers ses effets sur le montant total d'investissement, cet impact représente au moins un tiers de son effet négatif global, le reste s'exerçant nécessairement par d'autres canaux et formes d'inefficience institutionnelle comme l'instabilité politique, les pesanteurs administratives ou des systèmes législatif et judiciaire faibles. Mais, est-il possible de démontrer que la corruption seule, plutôt que d'autres facteurs avec lesquels elle est corrélée, explique la faiblesse de la croissance économique ? Selon MAURO(1996), une analyse de régression établit, en partie, qu'après neutralisation des autres formes d'inefficience institutionnelle telle que l'instabilité politique, on peut encore démontrer que la corruption réduit la croissance.

Pourtant, comme la conclut MAURO(1996), il est difficile de montre de façon convaincante que la cause unique du problème soit la corruption, plutôt que les carences institutionnelles qu'y sont étroitement associés.

En fait, il est probable que ces faiblesses soient indissociables puisqu'elles se renforcent mutuellement.

GUPTA. S, DAVOODI. H et ALONSO-TERME. R, (1998), ont essayé d'analyser la corrélation empirique entre la corruption et la distribution du revenu d'une part et la corruption et la pauvreté d'autre part. La conclusion essentielle à laquelle ils ont abouti est que la corruption est fortement associée à l'inégalité des revenus, une détérioration dans l'indice de corruption d'un pays (2.52 points sur une échelle de 0 à 10) est associée à une augmentation dans le coefficient de GINI de, presque, 4.4 points.

D'après les auteurs, la corruption peut affecter l'inégalité des revenus et la pauvreté à travers son effet sur la croissance, sur la fiscalité et sur le ciblage des programmes sociaux, en plus de son impact sur la formation du capital humain, l'inégalité de l'éducation et l'incertitude dans l'accumulation des facteurs de production. En outre, les résultats de cette régression montrent que l'impact de la corruption sur la pauvreté est important, l'augmentation de l'écart type de l'indice de la corruption d'un point réduit la croissance du revenu de 20% de la population la plus pauvre de 7.8% par an.

KEEFER et KNACK (1995), ont montré, de plus, que l'instabilité politique a des effets négatifs sur l'investissement et la croissance, et que les indices subjectifs de la corruption et de

la qualité de l'administration sont associés négativement à la croissance économique.

6. Corruption, Investissement et Croissance économique au Burundi

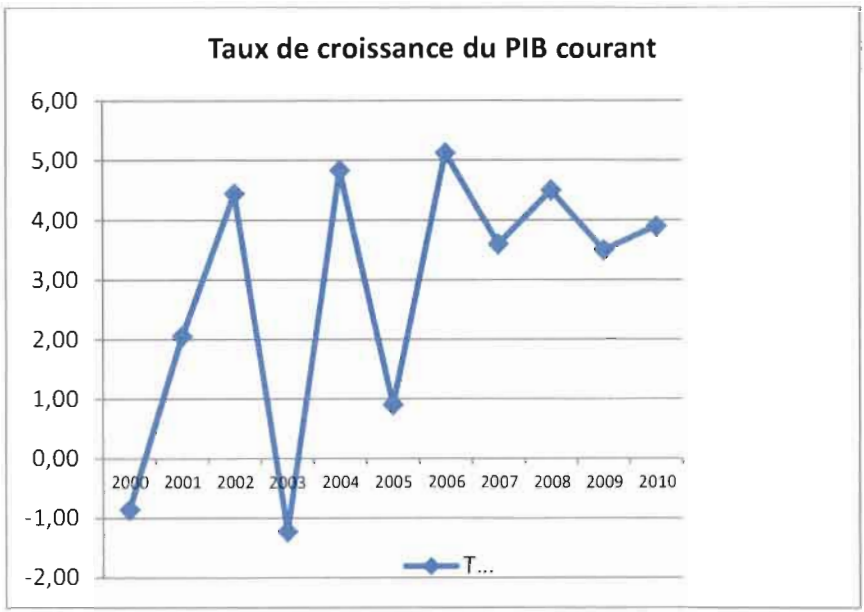
Sortant d'une longue crise sociopolitique, le Burundi essaie de se reconstruire malgré des indicateurs socioéconomiques et sécuritaires encore peu luisants. Pour que la politique de lutte contre la corruption puisse avoir un effet important sur la croissance et le développement économique et social, il est indispensable d'avoir un ensemble de facteurs essentiels qui constituent des socles de croissance et de développement. L'ensemble de ces facteurs constitue des préalables pour enclencher un décollage économique fondé sur la productivité du travail et la valorisation des ressources humaine.

L'économie burundaise est basée essentiellement sur l'agriculture, de même que les économies de tous les pays de la sous-région. La part des ressources agricoles et forestières dans le PIB est plus importante que pour les autres ressources et ce, pour tous les 5 pays de l'E.A.C.

L'agriculture burundaise est peu productive, car pratiquée sur de petits lopins de terre, appartenant aux ménages ruraux et qui se lèguent de père en fils. La moyenne de ces exploitations

agricoles familiales dépasse rarement les 0,5 ha par ménage. L'agriculture, à elle seule, constitue la première source de revenu pour environ 90% de la population. Il fournit 95% des apports alimentaires et plus de 90% des recettes en devise. De ce fait, le secteur agricole a été toujours et reste aujourd'hui garant de la sécurité alimentaire, poumon de l'économie et moteur de la croissance des autres secteurs de la vie nationale. Ce secteur est composé de trois sous-secteurs : le sous-secteur vivrier, le sous-secteur élevage et le sous-secteur agro-industriel. L'extrême dépendance des exportations des secteurs traditionnels (le café et dans une moindre mesure le thé) a rendu l'économie burundaise extrêmement vulnérable aux fluctuations des termes de l'échange international pour ces deux produits.

Evolution du taux de croissance du Produit Intérieur Brut au Burundi : 2000-2011



Source : BRB, différents rapports annuels 2002, 2005, 2008, 2011.

La courbe ci-dessus nous inspire plusieurs réflexions. Sur l'ensemble de la période 2000 à 2011 en moyenne le taux de croissance économique reste positif et est de l'ordre de 2,66%. Cependant, il connaît d'importantes perturbations liées aux différentes politiques et événements qui ont secoué le pays entre 2002 et 2003 notamment la signature des accords d'Arusha et son impact de court terme sur la production, puis entre 2004 et 2005, une période de transition politique.

Pour l'année 2005, les perspectives indiquent un taux de croissance de 5,0% sous l'hypothèse forte d'une part, d'un

climat sous régional plus apaisé grâce notamment à la normalisation du climat socio-politique et, d'autre part, de conditions climatiques plus favorables pour la campagne agricole 2005/2006, le retour au calme sur l'ensemble du territoire avec le nouveau gouvernement démocratiquement élu.

En 2004, la croissance a été réalisée dans un contexte marqué par une baisse de l'inflation malgré la hausse des prix du pétrole. Le taux d'inflation annuel moyen a été de 10,5% contre 8,3% en 2003. Cette décélération de l'inflation a été induite par la baisse des prix des produits alimentaires, en liaison avec l'approvisionnement suffisant et régulier des marchés à la suite des résultats satisfaisants de la campagne agricole 2003/2004.

7. Effet de la corruption sur l'investissement et la croissance économique : une analyse économétrique

Cette partie a pour objet de détecter si la corruption peut influencer ou être influencé par la croissance et l'investissement ou d'étudier la causalité du lien entre la corruption, l'investissement et la croissance économique au Burundi à travers une analyse empirique et à partir d'un modèle économétrique de croissance endogène.

Considérée pendant longtemps comme un sujet tabou ou encore comme un phénomène ne relevant pas du champ de l'analyse

économique, la corruption se révèle de plus en plus comme un problème central de l'économie du développement. Son ampleur dans les pays en développement (PED), les coûts économiques et sociaux qu'elle génère, les obstacles qu'elle constitue à la réalisation des réformes économiques ou des infrastructures de qualité, en font un phénomène dont l'analyse minutieuse s'impose aux économistes.

Un regard scientifique neutre des économistes est d'autant plus urgent. Il est donc aisé de faire un rapprochement entre l'évolution des statistiques sociales et celles de la croissance économique. Il s'agit d'appréhender quantitativement les facteurs explicatifs, c'est à dire de voir la causalité qui existe entre la corruption, l'investissement et la croissance économique.
L'analyse a été fait en deux équations au niveau du modèle statique, la première équation traite l'effet de la corruption sur la croissance économique et la seconde montre l'effet de la corruption sur l'investissement.
Pour détecter exactement les variables endogènes et exogènes dans le cours termes, on a utilisé la causalité au sens de granger

Croissance = f(dep, Corr, ouv, Tbs, Inv,)
Investissement= f(Crois, Ouv, corr, Tbs, dep)
Les équations se présentent comme suit :

$$crois = \alpha_0 + \alpha_1 dep + \alpha_2 cor + \alpha_3 ouv + \alpha_4 tbs + \alpha_5 inv$$

(1)

$$inv = \alpha_0 + \alpha_1 dep + \alpha_2 cor + \alpha_3 ouv + \alpha_4 tbs + \alpha_5 crois$$

(2)

Où :

crois est la croissance économique, elle est matérialisée par l'augmentation sur une longue période du produit intérieur brut qui quantifie le niveau de l'activité économique d'un pays et l'ampleur de la croissance. Il s'agit précisément du produit intérieur brut par tête, utilisé comme variable explicative.

dep est le volume des dépenses publiques, Il comprend les investissements privés et publics. Un effet positif de l'investissement domestique sur la croissance économique est attendu.

corr est le niveau de corruption. l'IPC or (indice de perception de la corruption) est un indice composite qui évolue de 0 à 10. La borne inferieur représente un niveau élevé de la corruption et la borne supérieure exprime une intégrité parfaite. Cette variable, correspondant au critère du respect des règles de loi et du contrôle de la corruption sera extraite des données du rapport de Transparency International (TI).

Ouv est le degré d'ouverture. Il permet de prendre en compte l'impact des transferts de technologie et des échanges

commerciaux sur la croissance économique. Il est égal au ratio de la somme des exportations et des importations par le PIB. Selon la théorie traditionnelle du commerce international, l'ouverture commerciale a un effet positif sur la croissance économique.

Tbs est le Taux Brut de Scolarisation, servi comme proxy de la qualité du capital humain. En se référant à la théorie de la croissance endogène, le capital humain est un facteur indispensable à la croissance économique. Par conséquent un signe positif est attendu. Par contre l'impact de la population peut être positif ou négatif.

Inv traduit tous les investissements privés et publics mais aussi des IDE, leur signe peut être négatifs ou positifs

Tableau 1. La matrice de corrélation entre la corruption et les autres grandeurs mis en relation

	Croissance	IPC(Corruption)	Ouverture	Dépense Publique	Investissement	Taux de scolarisation
Croissance	1	0.16	0.07	0.22	0.16	0.17
IPC(Corrupt)	0.16	1	0.12	0.25	0.21	0.42
Ouverture	0.07	0.12	1	0.52	0.67	0.47
Dépense Publique	0.22	0.25	0.52	1	0.91	0.88
Investissemet	0.16	0.21	0.67	0.91	1	0.89
Taux de scolarisation	0.17	0.42	0.47	0.88	0.89	1

Source : L'auteur a partir des données en annexe

Ce tableau est riche en information. Il donne en effet une première impression sur les résultats de l'estimation du modèle de corruption avec des données des variables appliquées sur le Burundi.

Le résultat trouvé dans la matrice montre la corrélation entre la corruption et la croissance économique est de 0.16 de part et d'autre. Il s'agit là d'une corrélation positive entre ces deux variables. Economiquement, la signification est que chaque fois qu'il y a croissance économique, il y a augmentation de l'indice de perception de la corruption, ce qui explique que, l'augmentation de l'IPC se traduit par la diminution de la

corruption dans le pays. L'interprétation est la même pour le variable investissement et taux de scolarisation.

Tableau no 2. Le premier modèle qui montre l'effet de la corruption sur la croissance économique

Variable endogènes : Taux de croissances du PIB

Variables	Coefficient	t-Stat	Probabilité
Constant	-0.198	-0.388	0.701
IPC(Corruption)	0.086	2.727	0.033
Dépense Publique	0.039	0.872	0.090
Investissement	0.072	2.035	0.002
Taux d'ouverture	-0.75	-0.173	0.063
Taux de scolarisation	0.064	0.411	0.083
R^2		0.773	
R^2-Ajusté		0.562	
F-stat		4.568	
Prob.		0.045	

Source : l'auteur à partir des résultats de régression en annexe

L'analyse montre, que l'effet de la corruption (IPC) sur la croissance est positif et significatif au seuil de 5% mais cette confirmation est expliquée par l'effet de l'investissement sur la croissance.

Tableau no 3. Le second modèle qui montre l'effet de la corruption sur l'investissement

Variable endogènes : L'investissement

Variables	Coefficient	t-Stat	Probabilité
Constant	-6.198	-11.081	0.000
IPC(Corruption)	-0.219	-2.327	0.027
Dépense Publique	0.320	2.981	0.006
Croissance	-0.018	-0.035	0.972
Taux d'ouverture	3.840	4.304	0.000
Taux de scolarisation	1.189	4.251	0.000
R^2		0.935	
R^2-Ajusté		0.922	
F-stat		74.568	
Prob.		0.000	

Source : l'auteur à partir des résultats de régression en annexe

Nous observons que la corruption exerce un effet négatif et significatif sur l'investissement total. Les résultats empiriques indiquent que la corruption affecte la croissance économique directement et par le biais de son impact sur l'investissement.

Ces résultats confirment que la corruption décourage l'investissement total, ce qui laisse à penser qu'elle accroît les coûts pour les entreprises tout en augmentant l'incertitude quant

au retour sur investissement attendu. Les résultats corroborent l'idée selon laquelle la corruption freine la croissance économique et en appellent à des réformes institutionnelles destinées à améliorer la qualité de la gouvernance comme condition préalable à une croissance tirée par l'investissement.

Tableau 4 : Le test de causalité entre les dépenses publiques, la corruption et la croissance économique au Burundi sur la période de 1990 à 2011

Hypothèses	Valeur de la statistique de Fisher	Probabilité
Crois ne cause pas la *corr*	2.944	0.050
Corr ne cause pas *Crois*	0.397	0.676
Crois ne cause pas inv	0.786	0.466
Inv ne cause pas *Crois*	1.246	0.304
Corr ne cause pas *inv*	0.946	0.401
Inv ne cause pas *Corr*	1.726	0.198

Source : l'auteur à partir des résultats de régression en annexe

La croissance économique ne cause pas la corruption et pourtant, la croissance économique entraine la diminution de la corruption. La valeur de la statistique de Fisher est de 2.944 avec une probabilité de 0.050

Ce résultat nous conduit à affirmer à une relation causale entre la corruption et la croissance économique au Burundi. Le niveau de croissance économique enregistrée justifie la diminution de la corruption.

Mais, il n'existe pas une relation causale entre l'investissement et la corruption mais la corruption a un effet négatif sur l'investissement

Conclusion

Conformément aux données figurant dans la littérature empirique, l'analyse présentée ici montre l'impact statistiquement significatif de l'investissement sur la croissance. Les données confirment que l'investissement constitue un moteur clé de la croissance. En outre, l'analyse atteste de l'effet négatif de la corruption sur l'investissement, ce qui prouve que l'investissement est l'un des canaux par lesquels la corruption affecte la croissance. L'effet négatif de la corruption sur l'investissement est dû à l'incertitude, ainsi qu'aux coûts de production et de transaction dus à la corruption. Ainsi, dans notre étude, les résultats ne corroborent pas la théorie selon laquelle la corruption sert à « huiler les rouages » de l'activité économique privée, mais suggèrent plutôt qu'elle constitue une taxe que les investisseurs privés ne peuvent pas pleinement internaliser. Dans la mesure où les effets d'efficience négatifs de la corruption sur l'investissement sont substantiels, alors l'investissement génèrerait des gains minimes en termes de croissance à long terme. Ainsi, pour atteindre et conserver des taux de croissance élevés, il est nécessaire d'accroître non seulement l'investissement en quantité mais aussi en qualité, ce qui nécessitera des mesures offensives de lutte contre la corruption.

BIBLIOGRAPHIE

Alatas S. H. (1968), *The Sociology of Corruption : The Nature, Function, Causes and Prevention of Corruption*, Singapore : Hoong Fatt Press.

Arellano M., S. Bond (1991), "Some Tests of Specification for Panel Data : Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations",

The Review of Economic Studies 58, 277-297.

Baliamoune-Lutz, M. and L. Ndikumana (2007), "The Growth Effects of Openness to Trade and the Role of Institutions : New Evidence from African Countries." Policy Discussion Paper no. 6, Institute for Economic Development, Boston University.

Bleaney M. and D. Greenaway (2001), "The Impact of Terms of Trade and Real Exchange Rate Volatility on Investment and Growth in Sub- Saharan Africa", *Journal of Development Economics* 65 (2), 491-500.

Dal Bó E. and M.A. Rossi (2007), "Corruption and inefficiency : Theory and evidence from electric utilities", *Journal of Public Economics* 91, 939-962.

Elhiraika A. and L. Ndikumana (2007), "Reserves Accumulation in African Countries : Sources, Motivations, and Effects", Mimeo, UNECA.

Hyacinthe Sarassoro, *La corruption des fonctionnaires en Afrique : Etude du droit pénal comparé*, Paris, Economica, 1979

Banque Mondiale – PNUD, Africa's Adjustment with Growth in the 1980's, Washington, 1989.

OCDE, « Ethics in the Public Service : Current Issues and Practice », *Public Management Occasional Papers*, N°14, 1996

PADIOLEAU J.-G., « De la coruption dans les oligarchies pluralistes », *Revue française de sociologie*, 16, 1975, pp.33-58

ROCCA Jean-Louis, *La corruption*, Paris, Syros, 1993

RODRIGUEZ Diana, WAITE Gérard et WOLFE Toby, dirs, avec la collaboration de Transparency International, *Rapport Mondial sur la corruption 2005: Corruption dans le secteur de la construction et la reconstruction d'après-guerre*, Paris, Economica, 2005

ROSE – ACKERMAN Susan, *Corruption : A study in political economy*, New York/San Francisco/London, Academic Press, 1978

SARASSORO Hyacinthe et MACLEAN-ABAROA Lindsey, *La corruption des fonctionnaires en Afrique : étude de droit pénal comparé*, Paris, Economica, 1980

Tanzi V. and H.R. Davoodi (2002o), "Corruption, growth, and public finances", In G.T. Abed and S. Gupta (eds.), *Governance, Corruption, and Economic Performance*. Washington, DC : IMF, 197-222.

Tanzi V. and H.R. Davoodi (2002b), "Corruption, public investment, and growth", In G.T. Abed and S. Gupta, eds.,

Governance, Corruption, and Economic Performance. Washington, DC : IMF, 280-299.

UNECA (United Nations Economic Commission for Africa) (2008), *Economic Report on Africa 2008*. UNECA, Addis Ababa.

ANNEXE

Pairwise Granger Causality Tests
Date: 11/04/13 Time: 07:54
Sample: 1981 2012
Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
CORR does not Granger Cause CROIS	30	2.94413	0.0500
CROIS does not Granger Cause CORR		0.39774	0.6760
LINV does not Granger Cause CROIS	30	0.78631	0.4665
CROIS does not Granger Cause LINV		1.24698	0.3046
LDEP does not Granger Cause CROIS	30	1.11892	0.3424
CROIS does not Granger Cause LDEP		0.04547	0.9556
OUV does not Granger Cause CROIS	30	0.37683	0.6899
CROIS does not Granger Cause OUV		0.98130	0.3888
TTBS does not Granger Cause CROIS	30	0.83352	0.4462
CROIS does not Granger Cause TTBS		3.86988	0.0343
LINV does not Granger Cause CORR	30	1.72601	0.1985
CORR does not Granger Cause LINV		0.94666	0.4015
LDEP does not Granger Cause CORR	30	0.26606	0.7685
CORR does not Granger Cause LDEP		2.75103	0.0832
OUV does not Granger Cause CORR	30	2.12905	0.1400
CORR does not Granger Cause OUV		0.08199	0.9215
TTBS does not Granger Cause CORR	30	6.33541	0.0059
CORR does not Granger Cause TTBS		1.36934	0.2727
LDEP does not Granger Cause LINV	30	1.85777	0.1769
LINV does not Granger Cause LDEP		0.25132	0.7797
OUV does not Granger Cause LINV	30	1.88363	0.1730

LINV does not Granger Cause OUV		2.33894	0.1172
TTBS does not Granger Cause LINV	30	0.95089	0.3999
LINV does not Granger Cause TTBS		2.30067	0.1210
OUV does not Granger Cause LDEP	30	0.12587	0.8823
LDEP does not Granger Cause OUV		2.01810	0.1540
TTBS does not Granger Cause LDEP	30	0.12856	0.8799
LDEP does not Granger Cause TTBS		2.13208	0.1397
TTBS does not Granger Cause OUV	30	2.08004	0.1460
OUV does not Granger Cause TTBS		2.97785	0.0692

Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to citate this article

NKURUNZIZA Désiré, Corruption, croissance économique et investissement au Burundi, pp. 235-268, Cahiers du CURDES n° 14, Juin 2014.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr